

Gilbert Achcar

Politologue, université de Paris-VIII.

Le choc des barbaries

Qu'y a-t-il de véritablement extraordinaire, d'historiquement singulier, dans le meurtre de masse perpétré au moyen des attentats-suicides du 11 septembre 2001 ? La réponse à cette première question détermine celle qui peut être apportée à cette autre : quelle est la signification historique réelle de la séquence des événements en cours depuis le 11 septembre ?

Compassion narcissique et société du spectacle mondial¹

Répondre à ces questions exige un véritable effort critique pour se soustraire à l'impressionnisme ambiant qui a érigé cet acte horrible en incarnation absolue du Mal. Qu'y a-t-il de véritablement extraordinaire dans le « terrorisme de destruction massive » du 11 septembre, coupable du meurtre de 4 000 personnes environ, au dernier décompte ? Sur l'échelle des carnages dont le gouvernement des États-Unis est responsable, et pour lesquels – cette considération est capitale – il n'a jamais exprimé le moindre regret, c'est somme toute un massacre ordinaire. Ce qui est d'abord extraordinaire dans le meurtre de masse de Manhattan, c'est qu'il a frappé des Américains, en plein cœur de métropoles états-uniennes ! Pour mesurer cette atteinte douloureuse à « l'exceptionnalisme » américain, il suffit d'imaginer ce qu'aurait été la réaction mondiale si un tel meurtre de masse avait été commis contre un autre pays que les États-Unis, un pays d'Afrique par exemple, ou si les attentats avaient pris pour cibles les deux Petrona Towers géantes de Kuala Lumpur. Le fait que les attentats du 11 septembre aient frappé New York et Washington explique non seulement pourquoi les Américains ont été si profondément choqués et émus, mais aussi pourquoi le reste du monde l'a été à un tel degré. L'hégémonie absolue des États-Unis sur l'univers médiatique de la fiction et de l'information induit une identification des consommateurs d'images du monde entier avec leurs citoyens.

L'ampleur des émotions est directement proportionnelle à la proximité de chaque théâtre de l'horreur par rapport au centre névralgique du système mondial et de la scène privilégiée du spectacle mondial. Leur intensité exceptionnelle devant la destruction du World Trade Center relève en réalité d'une « compassion narcis-

sique » qui s'émeut beaucoup plus des calamités qui frappent les semblables que de celles de populations dissemblables. Cette compassion explique – au-delà de la compassion légitime envers tout être humain victime de la barbarie – l'intensité exceptionnelle des passions qui se sont emparées des « opinions publiques », à commencer par les faiseurs d'opinion des pays occidentaux et des métropoles de l'économie mondialisée.

La suite naturelle de cette première singularité des attentats, tenant à la nature même de leurs cibles, c'est leur formidable médiatisation. Elle ne fut pas seulement la conséquence du caractère « concentré » et « dramatique » du meurtre de masse de Manhattan, par contraste avec le caractère « dispersé » et « statistique » des victimes des fléaux qui frappent l'Afrique ou des victimes irakiennes de l'embargo américano-onusien. La surdramatisation des attentats fut aussi et surtout le produit de l'action délibérée des médias de la société du « spectacle mondial », corollaire du marché mondial. Très vite une « logique de guerre », selon l'expression consacrée, a présidé à cette surdramatisation médiatique, dans la mesure où il fallait occulter d'urgence les atrocités impériales et la misère du monde pour mieux mettre en relief le Mal absolu à l'œuvre le 11 septembre. Après ce record historique de médiatisation à chaud, les attentats contre New York et Washington ont sans cesse été montrés en boucle, et ils le seront encore longtemps, afin de justifier les nouvelles atrocités commises par les États-Unis et leurs alliés en guise de représailles. La règle de ce jeu macabre a été rappelée par Tony Blair, au moment où les sondages annonçaient un recul net de l'approbation des bombardements sur l'Afghanistan dans l'opinion publique : « Sous tous les rapports, la justice et le droit sont de notre côté et nous avons une stratégie à mettre en œuvre. Il est important que nous n'oublions jamais pourquoi nous le faisons. Il est important que nous n'oublions jamais ce que nous avons ressenti en regardant les avions s'écraser contre les tours jumelles². » Pour que personne n'oublie jamais, les médias se sont docilement acquittés de leur participation à « l'effort de guerre ».

Pétrole, religion, fanatisme et apprentis sorciers

Il est de notoriété publique que le réseau Al-Qaida et son financier et guide suprême, Oussama ben Laden, sont d'ex-alliés des États-Unis, qui les ont utilisés dans leur guerre par procuration, menée pendant dix ans contre l'Union soviétique en Afghanistan. La meilleure description de ces rapports reste un ouvrage publié en 1999, deux ans avant le 11 septembre, copieusement cité ou plagié depuis cette date. Il s'agit de l'ouvrage de John Cooley, *Unholy Wars: Afghanistan, America and International Terrorism*, dont la couverture était ornée d'un portrait du désormais mythique Ben Laden. L'avant-dernier paragraphe du dernier chapitre intitulé « The Assault on America » se concluait par ces lignes

prophétiques : « De Peshawar, Islamabad et Kaboul jusqu'à Khartoum, Le Caire, Alger, Moscou, l'Asie centrale, Manille, New York et enfin, Nairobi et Dar es-Salaam, la piste des vétérans de la guerre afghane était longue et tachée de sang. On peut soutenir que l'Union soviétique de Leonid Brejnev, en envahissant l'Afghanistan en décembre 1979, s'était condamnée à l'échec. Les historiens pourraient conclure qu'il ne s'agissait pas d'un péché originel mais plutôt d'un péché final, d'une erreur terminale de l'Union soviétique agonisante. Elle offrit à l'Amérique l'opportunité pour une croisade menée par des mercenaires musulmans qui se retournèrent ensuite contre leurs bienfaiteurs et leurs employeurs. Le monde continuera à faire l'expérience de ce choc en retour [*blowback*] de la guerre d'Afghanistan de 1979-1989 bien après le début du nouveau siècle³. » Ces mercenaires musulmans des États-Unis et de leurs clients et alliés qui se retournent contre leurs employeurs évoquent irrésistiblement la « mutinerie indienne », ou « révolte des cipayes », de 1857-1858, lorsque les unités indigènes de l'armée britannique des Indes, les cipayes ou *sipahi*, se révoltèrent contre leurs officiers. La presse anglaise de l'époque poussa les grands cris contre ces mutins « barbares ». En ce temps-là, un certain Karl Marx, résident londonien, commenta l'événement pour le journal new-yorkais auquel il collaborait. Ses accents font de lui un précurseur de Noam Chomsky. Son commentaire mérite citation tant il est pertinent par rapport au 11 septembre : « Les outrages commis par les cipayes révoltés en Inde sont réellement épouvantables, affreux, indicibles – comme ceux qu'on ne s'attend à voir que dans les guerres de mutinerie, de nationalités, de races, et par-dessus tout de religion ; en un mot, comme ceux que la respectable Angleterre avait coutume d'applaudir lorsqu'ils étaient perpétrés par les Vendéens contre les “Bleus”, par les guérilleros espagnols contre les Français infidèles, par les Serbes contre leurs voisins allemands et hongrois, par les Croates contre les rebelles viennois, par la garde mobile de Cavaignac ou les décembreistes de Bonaparte contre les fils et les filles de la France prolétarienne. Aussi infâme que soit la conduite des cipayes, elle n'est que le reflet, sous une forme concentrée, de la propre conduite de l'Angleterre en Inde, non seulement durant l'époque de la fondation de son empire d'Orient, mais même durant les dix dernières années de son long règne. Pour caractériser ce règne, il suffit de dire que la torture forma une institution organique de sa politique financière. Il y a, dans l'histoire humaine, quelque chose qui ressemble au châtiment ; et c'est une règle du châtiment historique que son instrument soit forgé non par les opprimés, mais par l'opresseur lui-même⁴. »

Cette « règle du châtiment historique » observée par Marx devrait être complétée par la constatation que ce sont, très souvent, des opprimés du pays de l'opresseur qui payent pour les crimes de ce dernier. Ainsi, les morts du

11 septembre sont, en dernière analyse, doublement victimes : des kamikazes terroristes et du gouvernement états-unien qui les a couvés. Le propos de Marx consistait cependant à souligner, contre l'hypocrisie régnante dans le pays oppresseur, la responsabilité fondamentale de son gouvernement. Il se conclut par un commentaire acerbe, lui aussi d'une actualité frappante, sur l'indignation affichée par le principal journal britannique de l'époque : « Le *Times* de Londres en rajoute, et non seulement par panique. Il fournit à la comédie un sujet auquel Molière lui-même n'avait pas pensé : le Tartuffe de la vengeance. [...] John Bull [l'équivalent britannique de l'Oncle Sam] doit être immergé dans des cris de vengeance jusqu'à ses oreilles, pour lui faire oublier que son gouvernement est responsable du mal qu'il a couvé et des dimensions colossales qu'on lui a permis d'acquérir⁵. »

Les cris de vengeance qui ont saturé les médias américains ont en effet servi à occulter le fait que leur gouvernement est « responsable du mal qu'il a couvé et des dimensions colossales qu'on lui a permis d'acquérir ». Or, la vérité est éclatante et indéniable : les apprentis sorciers de Washington et de Langley (siège de la CIA) ont créé un monstre à leur image qui s'est retourné contre eux. Le réseau Al-Qaida représente la frange la plus fanatique et la plus violente de l'intégrisme islamique international, naguère enrôlée dans la guerre d'Afghanistan pour dix ans de combat sans merci contre une armée soviétique qui elle-même ne faisait pas de quartier. Fanatiques illuminés ou délinquants (re)convertis, de nombreux membres du réseau Al-Qaida, une fois démobilisés en Afghanistan à la fin de la guerre contre les Soviétiques, ont tourné leurs armes contre les gouvernements de leurs pays d'origine : Algérie, Arabie Saoudite, Chine, Égypte, Ouzbékistan, Philippines, Russie, Tchétchénie, Tunisie, etc. Ils ont rejoint ou contribué à fonder dans ces pays des réseaux locaux adeptes de la lutte armée et de l'assassinat de civils à des fins politiques ou idéologiques, que l'on appelle communément « terrorisme ». Financés durant la guerre d'Afghanistan par des sources aussi bien étatiques que privées – au premier chef, par le gouvernement des États-Unis et ses protégés saoudiens, ou par des donateurs privés du royaume saoudien et d'autres monarchies pétrolières et pays musulmans, encouragés par leurs gouvernements comme par les instances religieuses de leurs pays –, les réseaux du fanatisme islamique armé ont vu se tarir leurs sources de financement étatiques après la fin de leur mission anticommuniste. Dans la poursuite de leur combat, contre des gouvernements alliés de l'Occident cette fois, ils ont réussi à maintenir – par sympathie avec leur cause, ou par intimidation, ou en détournant des dons de charité – une partie du financement privé dont ils bénéficiaient. Ils ont utilisé des transferts occultes de fonds et le blanchiment d'argent sale produit de divers trafics, dont celui de la drogue – méthodes que, longtemps avant eux, la CIA avait pratiquées et qu'elle

leur avait inculquées au cours de la guerre antisoviétique. En alliance avec la monarchie saoudienne, la dictature militaire qui gouverne le Pakistan, tantôt officiellement, tantôt officieusement, a cherché à contrôler le brasier afghan et à maîtriser l'exportation de terroristes dont il était devenu la source. Elle a soutenu la marche sur Kaboul des intégristes fanatisés dans les camps de réfugiés afghans du Pakistan : les sinistres talibans. La conquête de la majeure partie du pays par ces derniers s'est faite avec la bénédiction de Washington avant que ces talibans ne s'avèrent, à leur tour, incontrôlables.

Ces faits sont désormais bien connus. Ils relèvent tous de cette même figure allégorique illustrée par *L'Apprenti sorcier* de Goethe comme par son équivalent romanesque, le *Frankenstein ou le Prométhée moderne* de Mary Shelley : dans les deux récits, la créature échappe à son créateur et se retourne contre lui. Cependant, à la différence des personnages candides de l'Apprenti sorcier et de Victor Frankenstein (qui n'est pas le monstre, mais son créateur), le démiurge washingtonien est lui-même monstreux. Il savait pertinemment qu'il créait et nourrissait un démon dans le but de lui confier les basses œuvres réactionnaires que le créateur n'était pas en mesure de perpétrer lui-même. Le démon a fini par se retourner contre son démiurge. Il a assassiné, le 11 septembre 2001, des hommes et des femmes qui, dans leur immense majorité, n'étaient responsables en rien de l'oppression pratiquée par le gouvernement des États-Unis.

Le réseau Al-Qaida n'est d'ailleurs que l'un des avatars d'une monstruosité politique entretenue par Washington depuis plus d'un demi-siècle : l'intégrisme islamique. Par une formidable et cruelle ironie de l'histoire, les kamikazes du 11 septembre étaient en grande majorité des sujets « saoudiens » de même que leur guide suprême Ben Laden (déchu de sa nationalité en 1994). Or, le royaume saoudien est l'un des plus anciens partenaires des États-Unis dans le monde. Issu de l'alliance scellée au XVIII^e siècle entre la prédication islamique hanbalite ultrarigoriste de Mohammad ben Abdel-Wahhab et la chefferie tribale de Mohammad ben Saoud, le royaume fut fondé sur le territoire conquis au cours des premières décennies du XIX^e siècle par Abdel-Aziz ben Abdel-Rahman, plus connu sous le nom d'Ibn Saoud. Il fut proclamé sous l'appellation de Royaume arabe saoudien en 1932, du nom de la dynastie des Al Saoud (la maison des Saoud) qui se réfère au prénom de son ancêtre fondateur.

À cette époque, la découverte de pétrole dans la région du golfe Arabo-Persique et l'importance grandissante de cette matière première énergétique avaient suscité une forte rivalité entre les intérêts britanniques installés depuis longtemps dans la région, et les intérêts états-uniens arrivés sur le tard. Longtemps laissée-pour-compte des dominations étrangères dans la région, la vaste zone désertique de la péninsule arabique commença à attirer les convoitises impérialistes. Il échut à la compagnie pétrolière américaine Standard Oil of California (ancêtre

de Chevron) d'obtenir le premier contrat de concession accordé par Ibn Saoud, en 1933. La Social avait surenchéri sur ses rivales à dominante britannique en prenant un risque certain, car les richesses pétrolières du royaume n'étaient encore qu'hypothétiques⁶. La même année 1933, le gouvernement des États-Unis établissait des relations diplomatiques avec le royaume saoudien. Ce fut le début de l'alliance qui dure jusqu'à nos jours.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le royaume saoudien allait gagner en importance stratégique aux yeux des États-Unis du fait du bond de la consommation mondiale de pétrole conjugué avec la découverte de l'ampleur des ressources pétrolières du royaume. Dès 1943, le gouvernement états-unien manifestait son intérêt stratégique pour le royaume et décidait de construire une importante base aérienne à Dhahran, près des installations de l'Aramco, joint-venture entre Social et Texaco. Depuis lors, l'engagement des États-Unis à protéger le royaume saoudien a été réaffirmé et s'est vérifié à maintes reprises. Si Ibn Saoud avait choisi de privilégier l'alliance avec Washington, ce n'est pas seulement parce qu'il avait de bonnes raisons de se méfier des Britanniques, dont il avait combattu l'allié arabe principal, la dynastie hachémite rivale des Al Saoud. C'est aussi en vertu d'« affinités électives » que dénote bien un épisode relaté dans la volumineuse histoire de l'industrie pétrolière, de Daniel Yergin : c'est le contraste entre les deux rencontres en 1945, à trois jours d'intervalle, de Franklin Roosevelt (sur le chemin du retour de Yalta) et de Winston Churchill avec Ibn Saoud. Alors que le président américain se montra respectueux des convictions religieuses de son interlocuteur saoudien, le Premier ministre britannique tint à boire de l'alcool et à fumer le cigare en présence de son austère hôte royal⁷.

Cette anecdote révèle une différence importante entre le Royaume-Uni et les États-Unis : la secte presbytérienne rigoriste des puritains qui a beaucoup de points communs avec le « wahhabisme⁸ » avait été persécutée par la monarchie anglaise aux XVI^e et XVII^e siècles et avait constitué une des sources premières de la colonisation européenne de l'Amérique du Nord, comme l'illustre l'épisode légendaire du *Mayflower* (1620). La contribution à l'histoire des États-Unis d'Amérique de courants religieux du type aujourd'hui appelé « intégriste » (ou « fondamentaliste », selon le terme anglais) est connue. C'est la tolérance religieuse et non la laïcité qui est au cœur de l'édifice institutionnel de ce pays, l'un des moins laïques du monde occidental, où la croyance en Dieu est affichée jusque sur la monnaie nationale, le dollar. Les locataires de la Maison Blanche sont par conséquent prédisposés à faire preuve de « compréhension » à l'égard de l'intégrisme islamique de leurs protégés et clients saoudiens. D'autant plus que l'intérêt du royaume pour Washington n'a cessé de croître : longtemps premier fournisseur étranger de pétrole des États-Unis, aujourd'hui en concurrence avec le Canada et le Venezuela, le royaume saoudien a une balance commerciale

quasi équilibrée avec son protecteur, du fait notamment de ses énormes importations d'armes et des contrats avec les firmes de construction américaines qui ont progressé de façon impressionnante depuis le boum pétrolier de 1974. Avec le neuvième budget militaire du monde, le royaume saoudien fut ces dernières années le principal importateur d'armes du monde et le principal acheteur d'armes américaines, scellant ainsi sa « complémentarité » avec son protecteur, principal exportateur mondial d'armements.

Les contrats militaires conclus avec les États-Unis au cours de la seconde moitié du XX^e siècle portent à hauteur de 50 % environ sur la maintenance (hors pièces de rechange), la formation et la construction⁹. Ces contrats d'armement ont servi à financer la construction d'installations militaires, ainsi que l'installation de matériel militaire mis à la disposition des forces armées américaines – ce qui explique la facilité et la rapidité avec lesquelles, en 1990, elles ont pu déployer sur le territoire saoudien, et rendre opérationnelle, une formidable armada¹⁰. Pour la guerre du Golfe de 1990-1991, le royaume saoudien a dépensé 55 milliards de dollars – dont la majeure partie afin de couvrir les frais des troupes américaines sur son sol, et 17 milliards versés directement aux États-Unis comme contribution au financement de leur effort de guerre. Le royaume contribue aussi au financement du budget états-unien depuis de longues années par l'acquisition massive de bons du Trésor américain. Ce fut notamment le cas durant les années de déficits budgétaires records dus aux dépenses militaires sous Ronald Reagan. Tout bien pesé, le royaume saoudien peut légitimement être considéré comme un 51^e État des États-Unis d'Amérique¹¹ : un Texas islamique, en quelque sorte !

Cet État américain *sui generis* reposait, depuis sa création, sur une dualité de pouvoirs, dans la continuité du pacte fondateur scellé entre le cheikh Ben Saoud et le prédicateur Ben Abdel-Wahhab au XVIII^e siècle. La maison des Saoud s'est assurée le contrôle de l'économie, de la défense et de la politique étrangère, tandis qu'elle accordait à l'institution religieuse wahhabite la haute main sur les affaires religieuses, l'éducation et la réglementation de la vie quotidienne. Cette dualité n'a pas toujours fonctionné de façon harmonieuse. Lorsque les Ikhwan (« Frères ») wahhabites constituaient encore une force armée, au temps où Abdel-Aziz ibn Saoud les conduisait en personne dans une guerre de conquête tribale, ils en vinrent à contester l'homme qui s'était proclamé roi en 1926, pour n'avoir pas respecté leur refus absolu de toute invention moderne – qui ressemble à celui de la secte anabaptiste des Amish, aux États-Unis. Ibn Saoud dut les domestiquer en recourant à divers moyens, dont l'usage de la force.

La montée du nationalisme arabe républicain et progressiste dans les années cinquante – sous la direction du charismatique Gamal Abdel Nasser, tombeur de la monarchie égyptienne en 1952 – et son alliance avec l'Union soviétique

à partir du milieu de la décennie allaient enrayer la tendance au divorce entre la maison des Saoud et l'institution wahhabite. Celle-ci apparut alors comme le meilleur rempart idéologique et social de la monarchie saoudienne contre l'anti-impérialisme arabe accusé d'adhérer au « communisme athée ». Elle fut bien conçue ainsi par les parrains états-uniens du royaume qui encouragèrent leurs protégés à s'appuyer sur elle. Dès lors, l'intégrisme islamique – la plupart de ses variantes ayant été fédérées par les wahhabites – devint l'instrument idéologique principal de la lutte anticommuniste et antinationaliste que Washington orchestra en s'appuyant sur Riyad dans l'ensemble du monde musulman. Cette jonction était d'ailleurs congénitale à l'émergence de l'intégrisme islamique dans sa version politique moderne du Mouvement des Frères musulmans (Harakat al-Ikhwan al-muslimun), né en Égypte à la fin des années vingt, dont l'inspirateur Rachid Ridha, tenant de la version la plus réactionnaire de la *salafiyya* (doctrine du retour à l'islam des premiers temps), fut fasciné par l'expansion wahhabite et noua des rapports avec Ibn Saoud¹².

Les États-Unis sont ainsi doublement responsables de la résurgence de l'intégrisme islamique anti-occidental depuis une trentaine d'années, en deux vagues successives. La Révolution iranienne marque l'apogée de la première dans les années soixante-dix; le 11 septembre constitue le pic de la seconde dans les années quatre-vingt-dix. Doublement responsables, les États-Unis ont contribué à la défaite et à l'écrasement de la gauche et du nationalisme progressiste dans l'ensemble du monde musulman, laissant le champ libre à l'islam politique comme unique vecteur du ressentiment populaire, tout en contribuant eux-mêmes à la propagation de l'intégrisme islamique¹³. La nature a horreur du vide, le ressentiment populaire aussi. Le discrédit idéologique mondial des valeurs socialistes pour cause d'effondrement du système stalinien, la faillite spécifique ou la marginalité de l'ensemble des courants de gauche dans le monde musulman, l'intégrisme islamique bien huilé par Washington et Riyad, un contexte de crise économique et d'insécurité sociale croissante, sur fond de déréglementation néo libérale à l'échelle mondiale, le tout aggravé par l'affront subi au quotidien par des populations musulmanes qui s'identifient aux Palestiniens ou aux Irakiens, tous ces facteurs conjugués ont produit un mélange hautement explosif sous la forme d'une contestation islamique anti-occidentale des plus virulentes. Dans ces conditions, « l'opium du peuple », présenté par le jeune Marx comme un narcotique engourdissant, peut devenir un puissant excitant. Les couches plébéiennes comme les classes moyennes, d'autant plus enrégées qu'elles subissent une perte douloureuse de statut et de repères, ont constitué le vivier naturel de cette manifestation de la haine sociale, nationale et culturelle.

Ceux qui crurent pouvoir utiliser « l'opium du peuple » à la façon dont la CIA utilisa l'opium contre les troupes soviétiques en Afghanistan, finirent par subir le

choc en retour. La figure emblématique de l'Apprenti sorcier ou de Frankenstein fut Anouar el-Sadate. Après avoir utilisé les courants intégristes islamiques contre la gauche égyptienne et les nassériens, avec les encouragements politiques et financiers du royaume saoudien et des parrains washingtoniens, il a fini par être assassiné lui-même par des intégristes enrégés. D'autres illustrations du même phénomène, y compris la complicité israélienne dans l'émergence du Hamas, sont trop nombreuses pour être toutes citées ici.

La monarchie saoudienne a elle-même directement subi, à plusieurs reprises, le choc en retour de cet intégrisme islamique qu'elle a contribué à essaimer. En effet, les deux vagues successives de résurgence intégriste anti-occidentale ont frappé chacune le royaume. En 1979, l'impact de la Révolution iranienne se fit sentir non seulement par une révolte au sein de la minorité chiite de la province orientale du royaume, mais, de façon beaucoup plus spectaculaire, par l'insurrection à La Mecque d'un groupe de wahhabites extrémistes, révoltés par la corruption de la famille régnante et dirigés par un homme du prénom de Juhayman, membre de la tribu Al-Utayba, l'une des plus importantes du royaume¹⁴. À la suite de la guerre du Golfe et du déploiement, puis du stationnement de troupes américaines dans le royaume, la monarchie dut faire face une nouvelle fois à la contestation wahhabite : en 1992, un groupe d'ulémas wahhabites exprima des critiques contre la corruption du régime et la présence maintenue des troupes américaines sur le sol « sacré » du royaume saoudien, gardien des villes saintes de l'islam ; en 1994, une fronde éclata dans la ville de Burayda, par suite de l'arrestation de deux ulémas contestataires, et se solda par plusieurs centaines d'arrestations.

Le retournement d'Oussama ben Laden contre le gouvernement de son pays – d'où il dut s'enfuir définitivement en 1991, après son retour d'Afghanistan – s'inscrit directement dans cette seconde vague de contestation ultrarigorisiste de la monarchie saoudienne¹⁵. Il lui apporta le savoir-faire et le personnel formés dans la longue expérience de la guerre d'Afghanistan, utilisés désormais contre les troupes américaines, perçues comme troupes d'occupation. En novembre 1995, un premier attentat tuait 5 militaires américains à Riyad ; en juin 1996, ce fut l'attentat-suicide contre les Khobar Towers à Dhahran qui fit 19 morts parmi les militaires américains. La même année, les pressions saoudiennes et américaines sur le Soudan, où il s'était réfugié, obligèrent Ben Laden à retourner en Afghanistan où il reconstitua le réseau Al-Qaida et scella son alliance avec les talibans.

À ce moment, une guerre, tantôt occulte, tantôt spectaculaire, battait déjà son plein entre l'intégriste musulman et le gouvernement états-unien : des attentats attribués au réseau de Ben Laden eurent lieu au Yémen, en 1992, puis en Somalie, en 1993, contre des militaires américains. La première tentative de

détruire les tours du World Trade Center, en 1993, lui fut également imputée. D'autres actions suivront, dont les attentats sur le sol saoudien. Du côté opposé, outre plusieurs tentatives d'assassinat de Ben Laden par les services états-uniens ou saoudiens en collaboration avec leurs homologues pakistanais, une force mercenaire de un millier d'hommes, dotée de tout-terrain et d'hélicoptères, fut mise sur pied par la CIA et attaqua une des bases du réseau Al-Qaida en Afghanistan, en juillet 1997, afin de s'emparer de Ben Laden ou de le tuer.

Galvanisé par la déroute des troupes américaines en Somalie, s'ajoutant à la victoire emportée précédemment sur les troupes soviétiques en Afghanistan, et décidé à se battre jusqu'au bout contre ses anciens alliés déterminés à l'éliminer, Ben Laden proclama, en février 1998, un « Front islamique mondial pour le jihad contre les juifs et les croisés », dont la première déclaration proclame légitime et impératif, au nom de la religion islamique, de « tuer les Américains et leurs alliés, militaires et civils ». On y trouve les thèmes plusieurs fois repris depuis lors : la triple condamnation de la présence des troupes américaines sur le territoire sacré de la péninsule arabique, de l'embargo meurtrier contre la population musulmane irakienne et du massacre de la population musulmane palestinienne par « l'alliance entre les croisés et les sionistes ». Les étapes les plus spectaculaires de cette guerre entre le David islamique intégriste et le Goliath américain impérialiste sont connues : les attentats contre les ambassades états-uniennes au Kenya et en Tanzanie en août 1998 ; l'envoi de missiles de croisière états-uniens sur l'Afghanistan et le Soudan ; l'attentat-suicide contre le destroyer *Cole* au Yémen en octobre 2000 ; les attentats-suicides du 11 septembre 2001 ; l'agression états-unienne contre l'Afghanistan, déclenchée le 7 octobre 2001. La liste n'est certainement pas close !

Sur cet affrontement impitoyable, que de bêtises n'ont été dites depuis le 11 septembre ! Un des thèmes les plus ressassés, que ce soit par un « anti-islamisme » de droite, franchement raciste, ou par un « anti-islamisme » de gauche pavé de bonnes intentions, serait que le royaume saoudien lui-même serait le commanditaire de Ben Laden. Tirée d'une vision fantasmagorique du monde, cette idée absurde – au mépris du fait que le régime saoudien est précisément le plus menacé par l'action de Ben Laden, pour la plus grande inquiétude de ses parrains de Washington – est en fait de nature à conforter une monarchie soucieuse de donner l'illusion de tenir tête à son protecteur¹⁶. De même, la lourde insistance sur le fait que Ben Laden est riche (« milliardaire », selon certains médias¹⁷, au point que d'aucuns ont cru pouvoir analyser les motivations du réseau Al-Qaida en termes d'intérêts capitalistes¹⁸) passe complètement à côté du fait que sa popularité tient dans une large mesure à sa réputation non usurpée de fils de famille riche qui a sacrifié sa fortune, vit dans l'austérité et a maintes fois risqué sa vie pour la cause à laquelle il croit fanatiquement.

Haine, barbarie, terrorismes et Léviathan

Quelle est la motivation de Ben Laden ? Point n'est besoin de théories conspiratives ou d'élucubrations philosophiques pour la comprendre. Il suffit d'écouter ou de lire ses propres explications. L'exposé le plus complet de ses vues est celui qu'enregistra en mai 1998 un journaliste de la chaîne américaine ABC dans le sud de l'Afghanistan. La première partie de la bande vidéo, dont la transcription a été rendue publique par la chaîne PBS, consiste en une discussion tout à fait éclairante entre l'ennemi public numéro un de Washington et quelques-uns de ses disciples. La haine d'Oussama ben Laden pour les États-Unis n'a d'égale que sa haine envers la monarchie saoudienne. Il sait pertinemment qu'elle ne pourra être renversée aussi longtemps qu'elle bénéficiera de la protection états-unienne. Son combat actuel vise donc au premier chef à forcer le retrait des troupes américaines du royaume saoudien et à mettre fin à la protection qu'ils accordent à son régime exécrationnel. « L'appel à mener la guerre contre l'Amérique a été lancé parce que l'Amérique a pris la tête de la croisade contre la nation islamique, envoyant des dizaines de milliers de ses soldats dans le pays des deux mosquées saintes, en plus de se mêler de ses affaires et de sa politique, et de soutenir le régime oppressif, corrompu et tyrannique qui le gouverne. Ce sont les raisons pour lesquelles l'Amérique en particulier a été prise pour cible¹⁹. »

C'était l'unique objectif déclaré. Les autres raisons, comme le sort des Irakiens ou celui des Palestiniens, n'étaient invoquées qu'à titre polémique. Interrogé sur l'absence de distinction entre militaires et civils, Ben Laden a systématiquement répondu que les États-Unis et leurs alliés israéliens ne s'embarrassent pas de scrupules pour tuer des civils, et notamment des enfants. Il a aussi évoqué Hiroshima. Dans son message vidéo diffusé le 7 octobre 2001, il élevait la Palestine au rang d'objectif direct de son combat, tout comme le fit Saddam Hussein en 1990 afin de maximiser son soutien au moyen de la cause la plus populaire du monde musulman : « Quant à l'Amérique, je lui dis, ainsi qu'à son peuple, des mots pesés : je jure par Dieu tout-puissant, qui a élevé les cieux sans piliers, que ni l'Amérique, ni ceux qui vivent en Amérique, ne rêveront de sécurité avant que nous ne la vivions réellement en Palestine, et avant que toutes les armées mécréantes ne quittent la terre de Mahomet, que la bénédiction et le salut de Dieu soient sur lui²⁰. »

Plus clairvoyant que Saddam Hussein, Oussama ben Laden ne s'est pas fait d'illusions sur la possibilité de l'emporter sur les États-Unis dans une guerre frontale. Il a compris que, face à leur supériorité militaire écrasante, ceux qui veulent leur porter des coups douloureux n'ont d'autre recours que ce que le Pentagone appelle depuis quatre ans des « moyens asymétriques²¹ ». À défaut de pouvoir mener contre les États-Unis « la mère de toutes les batailles », les

disciples d'Oussama ben Laden ont ainsi indiscutablement réussi à leur infliger « la mère de tous les attentats terroristes ». La finalité de cette méthode d'action est très rationnelle, contrairement à ce que beaucoup prétendent. Pour Ben Laden, il s'agit de créer une situation telle que la population américaine – excédée de faire les frais de l'engagement de son gouvernement dans une région du monde à laquelle elle n'est pas plus attachée qu'elle ne l'était au Vietnam naguère – fasse pression dans le sens du désengagement et du retrait. C'est pourquoi il adresse ses avertissements tant au gouvernement américain et à ses alliés occidentaux qu'à leurs peuples, dans son message du 7 octobre comme dans ses déclarations de 1998 : « Les régimes occidentaux et le gouvernement des États-Unis portent la responsabilité de ce qui pourrait arriver. Si leurs peuples ne souhaitent pas être touchés à l'intérieur même de leurs pays, ils devraient chercher à élire des gouvernements qui les représentent vraiment et qui peuvent protéger leurs intérêts²². »

Ben Laden semble avoir bien compris une dimension fondamentale de toute stratégie de lutte contre les États-Unis : on ne peut pas les vaincre militairement, et la voie la plus efficace pour faire plier leur gouvernement passe par la population américaine. Il a commis, par contre, deux erreurs fatales. La première est d'avoir sous-estimé l'importance de la péninsule arabique, principal réservoir de pétrole du monde pour la classe dominante états-unienne. Cette erreur, commise avant lui par Saddam Hussein, pousse à sous-estimer aussi la détermination des gouvernants des États-Unis qui ne reculeront devant rien pour défendre leurs intérêts dans la région, beaucoup plus importante à leurs yeux que ne pouvait l'être l'Indochine – et à plus forte raison la Somalie, que Ben Laden citait, illusoirement, comme preuve de leur « faiblesse »²³.

Sa seconde erreur fatale est d'avoir cru qu'en s'en prenant de manière aussi criminelle à la population américaine il parviendrait à la convaincre de forcer ses gouvernants à se désengager. Les kamikazes palestiniens du Hamas répètent cette erreur à l'identique : dans un cas comme dans l'autre, les actions terroristes touchant les civils ne font que rallier les populations visées aux politiques les plus réactionnaires et les plus brutales de leurs gouvernants. Si les Vietnamiens ont obtenu le retrait des troupes américaines de leur sol, c'est en combinant une lutte militaire légitime contre l'armée d'occupation, avec un discours adressé au peuple américain, faisant appel à son sens de la justice et non à sa peur. La supériorité morale du combat des Vietnamiens a grandement compensé l'infériorité de leurs moyens militaires.

Il est vrai que les kamikazes palestiniens, « saoudiens », ou autres, qui sacrifient leur vie pour tuer le plus grand nombre de personnes du pays ennemi, ne font pas tous ces calculs politiques. Ils ne sont pas mus pour autant, si ce n'est de manière secondaire, par la croyance en l'obtention d'un visa pour le paradis. Et

encore moins par la haine des « valeurs » que George W. Bush prétend représenter. Comme d'autres candidats au martyre, parfois athées, ils sont essentiellement mus par la haine implacable que suscite la domination brutale, meurtrière, cynique et arrogante, de la plus grande puissance de la planète : « La haine en tant que facteur de lutte ; la haine intransigeante de l'ennemi, qui donne une ardeur au-delà des limites naturelles de l'être humain et le transforme en une machine à tuer, efficace, violente, sélective et froide. Nos soldats doivent être ainsi ; un peuple sans haine ne peut pas triompher d'un ennemi brutal. Il faut porter la guerre jusqu'où l'ennemi la porte ; jusqu'à sa maison, ses lieux de plaisir ; la rendre totale. Il faut l'empêcher d'avoir un seul instant de tranquillité, une minute de calme hors de ses casernes, et même à l'intérieur ; l'attaquer partout où il se trouve ; qu'il se sente une bête féroce traquée partout où elle passe. Alors son moral déclinera. Il deviendra encore plus bestial, mais on verra les signes de son déclin apparaître²⁴. » Oussama ben Laden ? Non : Ernesto Che Guevara, dans son message à la Tricontinentale en 1967 quelques mois avant sa mort tragique.

La haine, on l'a vu, cependant est trop souvent aveugle et bien mauvaise conseillère. En abattant les deux colonnes du World Trade Center à la façon du Samson de la Bible²⁵, les kamikazes du 11 septembre ont certes réussi à « faire périr en mourant » beaucoup plus de personnes qu'ils n'en auraient « fait périr pendant [leur] vie ». Vengeance terrible, mais combien illusoire : ils auront aussi fait périr – au bout du compte – beaucoup des « leurs » : Afghans, Palestiniens, Tchétchènes et autres musulmans, victimes de la vengeance encore plus terrible de l'empire et de ses alliés. Guevara se trompait : la bête féroce ne perd son moral que si elle est traquée par plus fort qu'elle, par un ennemi contre lequel elle est impuissante. Ensanglantée par moins fort qu'elle, elle devient seulement plus bestiale encore. Le mécanisme clausewitzien de la montée aux extrêmes est alors enclenché.

Quel formidable contresens que celui consistant à appeler « choc des civilisations » ce qui est de toute évidence un « choc des barbaries » ! Samuel Huntington avait certes pris le soin de préciser qu'il distinguait deux acceptions de la notion de « civilisation », l'une utilisable au pluriel et l'autre toujours au singulier. Selon lui, elles peuvent être contradictoires au sens où « une civilisations au pluriel peut en fait être très peu civilisée au sens singulier²⁶ ». Cette distinction simpliste, fondée sur une lecture réductrice du Braudel de la *Grammaire des civilisations*, évacue le problème du rapport intime entre les deux notions. En effet, la Civilisation au singulier, en tant qu'adoucissement des mœurs, maîtrise de l'agressivité et pacification des rapports interindividuels et interétatiques, doit être conçue comme un processus inachevé, « en train de se faire²⁷ », selon l'analyse de Norbert Elias que Huntington ne mentionne même pas.

En adoptant la méthode d'Elias, tout en dépassant l'ethnocentrisme occidental auquel il n'échappe guère, il n'est pas difficile de démontrer qu'il y a effectivement un « processus de Civilisation » à l'échelle de la longue durée historique. Mais on ne saurait oublier la tendance historique contraire, tout aussi vérifiable, selon laquelle chaque degré dans le progrès de la Civilisation engendre des modalités spécifiques de la Barbarie, de sorte que chaque civilisation secrète ses formes propres de barbarie. Celles-ci peuvent l'emporter sur la Civilisation à la faveur des crises, à l'instar de la barbarie nazie produite par l'un des fleurons de la « civilisation occidentale » avancée. Aussi faudrait-il distinguer également la Barbarie au sens singulier des barbaries au pluriel. Marx l'avait relevé dans l'article cité : « La cruauté, comme toute autre chose, change selon le temps et le lieu. César, homme de grande culture, raconte avec candeur comment il ordonna que l'on tranche la main droite à plusieurs milliers de guerriers gaulois. Napoléon aurait eu honte de faire cela. Il préféra envoyer à Saint-Domingue ses propres régiments français suspects de républicanisme pour y mourir des noirs [*sic*] et de la peste²⁸. »

À chaque civilisation sa barbarie : les uns coupent les gorges, méthode pratiquée en Afghanistan, transposée en Algérie par les vétérans de la guerre contre les soviétiques, et symbolisée par les cutters des kamikazes du 11 septembre ; les autres « coupent les marguerites », autrement dit, ils tuent massivement à distance au moyen des bombes « conventionnelles » les plus meurtrières ; les uns détournent des avions de ligne pour les utiliser comme missiles dans l'assassinat de civils ; les autres larguent des missiles de croisière en des frappes « chirurgicales » qui sont à la chirurgie ce que la tronçonneuse est au bistouri. Les uns visent à impressionner le plus grand nombre par le spectacle de leurs victimes ; les autres, les « Tartuffe de la vengeance », ordonnent aux médias : « Cachez ces morts que je ne saurais voir ; Par de pareils objets les âmes sont blessées, Et cela fait venir de coupables pensées. » Des milliers de civils directement assassinés en l'espace d'un matin à New York ; des dizaines de milliers de civils indirectement assassinés tous les ans en Irak, depuis dix ans. Telle est bien l'échelle comparative des meurtres de chaque barbarie : plus une civilisation est riche et puissante, plus sa barbarie est funeste. Les nazis ont inventé le génocide industriel. Le génocide par non-assistance industrielle, dont se rend aujourd'hui coupable la civilisation occidentale à l'égard des Noirs africains et autres victimes du sida, témoignerait-il d'un progrès de la Civilisation ? Il est permis d'en douter.

En réalité, l'affrontement actuel n'est pas un « choc des civilisations », mais bien le choc des barbaries qu'elles secrètent à doses variables, au fil du long processus historique et dialectique de la Civilisation-Barbarie – comme des excréments d'autant plus importants que les sociétés sont gloutonnes, et qui

menacent aujourd'hui d'engloutir en une Barbarie généralisée les acquis essentiels de la Civilisation au singulier. Les admirateurs des kamikazes du 11 septembre ont jubilé au spectacle de l'effondrement des deux tours et ils en redemandent. Les admirateurs des forces armées états-uniennes se sont délectés au spectacle de l'écrasement de l'Afghanistan et ils en redemandent. Nous sommes manifestement parvenus à une de ces « époques de bouleversements sociaux » où, selon Elias, « la cruauté, le plaisir que procurent l'anéantissement et la souffrance d'autrui, le sentiment de satisfaction que nous procure notre supériorité physique [...] éclatent brutalement, en faisant litière des sentiments de honte et de malaise²⁹ ».

Huntington lui-même constatait, dans une conclusion toute spengliérienne de son ouvrage plus cité que lu : « À l'échelle mondiale, la Civilisation semble à bien des égards céder devant la barbarie, en générant l'image d'un phénomène sans précédent, un âge des ténèbres mondial s'abattant peut-être sur l'humanité³⁰. » Cet âge des ténèbres, expliquait-il, semble confirmer le « paradigme du “chaos pur” dans les affaires mondiales : affaiblissement mondial de la loi et de l'ordre, États en faillite, anarchie croissante dans plusieurs parties du monde, vague mondiale du crime, mafias transnationales et cartels de la drogue, consommation croissante de drogue, affaiblissement de la famille, déclin de la confiance et de la solidarité sociale dans plusieurs pays, violence ethnique et religieuse, entre civilisations et gouvernement par le fusil dominant dans une grande partie du monde³¹ ». Tel est le spectacle angoissant du monde de l'après-Guerre froide. Ce « paradigme du “chaos pur” » n'est autre que le paradigme hobbesien de « l'état de nature », tant prisé par les théories des relations internationales. Cette antithèse hypothétique du Léviathan a souvent été mobilisée à tort pour décrire l'état du monde au temps de la Guerre froide, alors que la société internationale était précisément régie par deux Léviathan s'équilibrant dans un jeu planétaire à somme nulle, très justement appelé « équilibre de la terreur ». Le monde était régi par un *duopole de la violence physique légitime*, pourrait-on dire en adaptant la formule de Max Weber. L'effondrement du Léviathan soviétique a déstabilisé cette structure, ouvrant la voie à un retour à l'état de nature. Comment empêcher un glissement vers le chaos ? Telle fut la question posée par la fin de l'URSS. Autrement dit, comment réorganiser un monopole de la violence physique légitime à l'échelle mondiale, condition de la sécurité et de l'ordre qui, fussent-ils bourgeois, restent somme toute préférables, selon l'entendement courant, à la loi de la jungle ? En 1939, au moment où l'humanité était plongée dans un âge des ténèbres encore inégalé, Norbert Elias restait étonnamment optimiste en vertu de sa vision mécaniste de l'histoire : « On aperçoit les premiers contours d'un système de tensions aux dimensions du globe, comprenant des fédérations d'États, des unités supranationales de tous

genres, on aperçoit les préliminaires de luttes d'élimination et d'hégémonie, sans lesquels la mise en place d'un monopole mondial de la force publique, d'un organe politique central, et la pacification de la terre tout entière ne sont pas concevables³². » Serions-nous aujourd'hui à la veille de l'accomplissement ultime de ce processus mondialisé de Civilisation ?

Deux options fondamentales se sont offertes à la fin de la Guerre froide pour la réorganisation du monde, à l'image des deux théories opposées de la naissance de l'État dans la philosophie politique anglaise du XVII^e siècle, celles de Hobbes et de Locke. L'option lockéenne aurait consisté en l'établissement d'une force publique mondiale, régie par le consentement collectif majoritaire des États et par les règles d'un état de droit (plutôt que d'un État de droit) à l'échelle internationale. Un cadre existait pour cela : la charte des Nations unies dont l'élaboration, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, semblait vérifier le pronostic d'Elias. Cette charte visait à garantir « qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun » et que les relations internationales seront régies « conformément aux principes de la justice et du droit international », sur la base de « l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ». Elle accordait une importance majeure au développement économique et social tout en « encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue et de religion ».

La charte des Nations unies ne fut cependant jamais respectée, dans sa lettre comme dans son esprit, du fait de l'exacerbation des tensions entre les deux Léviathan planétaires. La fin de la Guerre froide parut rendre possible, mais possible seulement, qu'elle entrât enfin en vigueur³³. Beaucoup crurent à l'avènement d'une nouvelle ère de paix fondée sur le droit, dans laquelle les « dividendes de la paix » – les économies dues au désarmement amorcé sous l'impulsion donnée par Mikhaïl Gorbatchev – allaient permettre de résoudre les problèmes économiques du monde et de créer les conditions sociales d'une « pacification de la terre tout entière ». Beaucoup y crurent naïvement lorsque George Bush père utilisa les Nations unies afin d'obtenir le feu vert d'un Congrès encore traumatisé par le « syndrome vietnamien » pour lancer sa guerre contre l'Irak. Son discours devant le Congrès mérite d'être rappelé. Il annonçait en termes grandiloquents : « Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment unique et extraordinaire. La crise dans le golfe persique, aussi grave soit-elle, offre aussi une rare occasion d'avancer vers une période historique de coopération. De ces temps troublés, [...] un nouvel ordre mondial peut émerger : une nouvelle ère – plus libre de la menace de la terreur, plus forte dans la poursuite de la justice, et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère dans laquelle les nations du monde, Est et Ouest, Nord et Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie. Une

centaine de générations ont cherché ce chemin introuvable de la paix, tandis que mille guerres ont fait rage sur toute la durée de l'effort humain. Aujourd'hui, un nouveau monde lutte pour naître. Un monde dans lequel le règne de la loi remplace la loi de la jungle. Un monde dans lequel les nations reconnaissent la responsabilité partagée de la liberté et de la justice. Un monde où les forts respectent les droits des faibles³⁴. »

C'était le 11 septembre 1990. Formidable et cruelle ironie de l'histoire !

Rarement discours de propagande n'aura été aussi mensonger. L'ère de l'hypocrisie suprême était ainsi inaugurée, où prolifèrent des oxymorons tels que la « guerre humanitaire » ou la « justice militaire ». L'option réelle suivie par Washington, toutes administrations confondues, fut l'option hobbesienne du Léviathan fondé à la fois sur la force, « par acquisition », et sur le consentement des États alliés, « par institution ». Les deux voies sont également fondées sur la « peur » : la peur du Léviathan et la peur des États « les uns envers les autres »³⁵. Il faudrait être singulièrement myope pour ne pas voir que l'empire planétaire actuel est gouverné depuis Washington, et qu'il agit selon la méthode des Romains pour agrandir leur propre empire, consistant d'après Machiavel à « s'associer d'autres États en se réservant le droit de souveraineté, le siège de l'empire, et la gloire de tout ce qui se fait en commun³⁶ ».

Telle est la voie choisie par Washington, et confirmée depuis la fin de la Guerre froide. Elle va de la guerre menée au nom de l'ONU contre l'Irak, à la guerre menée dans le cadre de l'OTAN au Kosovo, jusqu'à la guerre contre l'Afghanistan, menée par le Léviathan états-unien, accompagné de son plus fidèle lieutenant. La réponse à notre seconde question initiale sur la signification historique réelle des événements en cours depuis le 11 septembre devient à présent évidente : les attentats de New York et de Washington, loin d'introduire un bouleversement de la politique états-unienne, n'auront servi qu'à en accentuer le cours hégémonique unilatéraliste de l'après-Guerre froide³⁷, en vertu duquel le gouvernement des États-Unis, plus arrogant que jamais, s'arroge le droit de juger le reste du monde et de châtier qui il veut, quand il veut, comme il veut. L'ONU ne sert plus alors qu'à légitimer *a posteriori* les décisions états-uniennes et à assurer l'intendance et la reconstruction, ainsi que les tâches du « *nation building* » dans les « *failed states* ». L'administration Bush a ainsi laissé les Kofi Annan, Gerhard Schröder et autres Joschka Fischer se distraire avec la mascarade du sommet afghan de Bonn, dont elle connaissait d'avance l'inanité. Le gouvernement des États-Unis tient désormais au reste du monde – implicitement et, de plus en plus, explicitement – un discours symétriquement opposé à la fable de Bush père sur « un monde où les forts respectent les droits des faibles ». Un discours semblable à celui que tinrent les députés de la puissante Athènes aux magistrats de l'île de Mélos assiégée, dans le célèbre dialogue ima-

giné par Thucydide : « La justice n'entre en ligne de compte dans le raisonnement des hommes que si les forces sont égales de part et d'autre ; dans le cas contraire, les forts exercent leur pouvoir et les faibles doivent leur céder³⁸ ». À quoi les Méliens répondirent : « À notre avis – puisque vous nous avez invités à ne considérer que l'utile à l'exclusion du juste – votre intérêt exige que vous ne fassiez pas fi de l'utilité commune. [...] Vous avez autant que nous avantage à procéder de la sorte. En vous montrant impitoyables, vous risquez en cas de revers de fournir l'exemple d'un châtement exemplaire³⁹. »

Dans un remarquable ouvrage synthétique sur les « menaces asymétriques », terroristes et non conventionnelles, qui pèsent sur son pays, le lieutenant-colonel Kenneth F. McKenzie Jr., du corps des Marines des États-Unis (USMC), écrivait : « Comme les nations faibles, et même les groupes non étatiques, envisagent aujourd'hui d'intimider ou de punir une puissance dominante sur une échelle qui était inconcevable il y a 2 500 ans, nous pourrions parler métaphoriquement de la revanche des Méliens et entendre les applaudissements lointains de ces insulaires⁴⁰. » En effet.

9 décembre 2001

- 1 Note de l'éditeur : Cette première partie de l'article qui développe une critique circonstanciée de la rhétorique médiatique et de ses enjeux idéologiques face à l'événement du 11 septembre a dû être considérablement résumée et raccourcie ici pour des raisons de place. Les thèses de l'article seront développées dans un ouvrage portant le même titre, à paraître aux éditions Complexe (Bruxelles).
- 2 Tony Blair, « Discours du Premier ministre sur le conflit en Afghanistan » devant l'Assemblée nationale du pays de Galles, 30 octobre 2001.
- 3 John Cooley, *Unholy Wars : Afghanistan, America and International Terrorism*, Pluto Press, Londres, 1999, p. 240-241. Inévitablement pour un ouvrage aussi foisonnant en informations, le livre contient quelques erreurs ou imprécisions minimes, qui n'altèrent en rien la qualité de l'enquête impressionnante menée par son auteur.
- 4 Karl Marx, « The Indian Revolt », *New York Daily Tribune*, 16 septembre 1857, dans *Marx Engels on Britain*, Foreign

Languages Publishing House, Moscou, 1953, p. 449-450.

5 *Ibid.*, p. 453.

6 Ce n'est qu'en 1938, soit cinq ans plus tard, que le premier gisement exploitable commercialement fut découvert dans le royaume.

7 Daniel Yergin, *The Prize : The Epic Quest for Oil, Money and Power*, Pocket Books, Londres, 1993, p. 404-405.

8 Cette appellation est récusée par les disciples de Mohammad ben Abdel-Wahhab.

9 Voir Alfred Prados, « Saudi Arabia : Post-War Issues and US Relations », *Issue Brief for Congress* IB 93113, Congressional Research Service, Washington, 13 avril 2001.

10 Voir « The Arming of Saudi Arabia », Transcript of FRONTLINE Show #1112, PBS, Alexandria (Va.), 16 février 1993.

11 Israël étant le 52^e État par ordre chronologique.

12 Voir à ce sujet Albert Hourani, *Arabic Thought in the Liberal Age, 1798-1939*, Cambridge University Press, Cambridge, 1983. Les Frères musulmans deviendront les ennemis acharnés de Nasser, qu'ils tentèrent d'assassiner dès 1954.

13 Les thèses qui précèdent ont déjà été exposées dans mon article « Le monde arabe orphelin de la démocratie », *Le Monde diplomatique*, juin 1997 ; reproduit dans *Proche-Orient, rebâtir la paix, Manière de voir* n° 54, novembre 2000.

14 Voir William B. Quandt, *Saudi Arabia in the 1980's : Foreign Policy, Security and Oil*, Brookings Institution, Washington, 1981, p. 93-97.

15 Outre les émissions de la chaîne de télévision qatarie Al-Jazeera, on trouvera un excellent dossier sur Ben Laden dans l'émission qui lui a été consacrée par la chaîne américaine publique PBS : « Hunting Bin Laden », Transcript of FRONTLINE Show #1713K3, PBS, 13 septembre 2001.

16 Comme l'a reconnu ingénument le prince saoudien Bandar ben Sultan, ambassadeur de sa famille à Washington lors d'un entretien télévisé où il répondait à une question sur les frictions entre le FBI et les autorités saoudiennes dans l'enquête sur l'attentat de Khobar : « Je n'ai jamais trouvé que les plaintes de nos alliés en Occident portaient tort à l'Arabie Saoudite. J'ai toujours pensé que c'est utile. Plus les Américains, ou les Européens, se plaignent que nous ne coopérons pas sur les questions intérieures, plus vous me donnez de la force face à mon peuple, et face aux dissidents, montrant que nous ne sommes dans la poche de personne ». « Saudi Time Bomb ? », FRONTLINE, interviews, PBS, 15 novembre 2001.

17 Dans l'interview citée plus haut, Bandar ben Sultan, qui sait de quoi il parle, se moque du chiffre de 300 millions de dollars attribué à Ben Laden, et situe

sa fortune dans une fourchette de 30 à 55 millions de dollars. La majeure part des avoirs d'Oussama ben Laden lui a été confisquée par sa famille et par les autorités saoudiennes bien avant le 11 septembre. Les actions imputées au réseau Al-Qaida n'exigeaient pas des moyens financiers astronomiques ; elles exigeaient surtout des hommes très déterminés et beaucoup d'ingéniosité.

18 Il ne faudrait pas que « l'anti-islamisme » devienne, à son tour, un « socialisme des imbéciles » !

19 « Interview Ossama bin Laden (may 1998) », dans « Hunting Bin Laden », *op. cit.* Dans une interview réalisée par Al-Jazeera quelques mois plus tard, à la question « que veut Ben Laden ? », celui-ci répondait, de même, qu'il se bat pour la libération des lieux saints de l'islam et pour que règne « la parole de Dieu » (« Oussama ben Laden parle », transcription [en arabe], Al-Jazeera, Doha, 23 septembre 2001).

20 Oussama ben Laden, message diffusé le 7 octobre 2001 sur Al-Jazeera – traduit directement de l'arabe.

21 « La dominance états-unienne dans le domaine militaire conventionnel peut inciter des adversaires à utiliser de tels moyens asymétriques pour attaquer nos forces et intérêts à l'étranger, ainsi que les Américains chez eux. [...] Stratégiquement, un agresseur peut chercher à éviter l'affrontement militaire direct avec les États-Unis, en utilisant plutôt des moyens comme le terrorisme, les menaces NBC, la guerre informatique ou le sabotage environnemental, pour réaliser ses objectifs. » William Cohen, *Report of the Quadrennial Defense Review*, Department of Defense, Washington, 1997, section 2, « The Global Security Environment ».

22 « Interview Ossama bin Laden (may 1998) », *op. cit.* Dans ses réponses au journaliste de la chaîne ABC, Ben Laden, après avoir accusé l'administration Clinton

de représenter les intérêts des « juifs », avertissait : « Si l'injustice actuelle continue, avec la prise de conscience nationale, elle se transportera inévitablement sur le sol américain, comme Ramzi Yousef [organisateur de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center] et d'autres l'ont fait. Tel est mon message au peuple américain. Je les incite à trouver une administration sérieuse qui agisse dans leur intérêt et n'attaque pas les peuples, ni ne viole leur honneur et pille leurs richesses. » Quelques mois plus tard, après les frappes états-uniennes sur l'Irak au cours de l'opération « Renard du désert », Ben Laden changeait de ton et déclarait à la chaîne Al-Jazeera : « Chaque homme américain est un ennemi pour nous, ceux qui se battent directement contre nous comme ceux qui paient les impôts. Vous avez peut-être entendu ces jours-ci que ceux qui soutiennent Clinton dans ses frappes contre l'Irak sont environ les trois quarts du peuple américain. Un peuple dont la popularité de son président augmente lorsqu'il frappe les innocents [...] est un peuple dégénéré qui ne comprend rien du tout aux valeurs » (« Oussama ben Laden parle », *op. cit.*).

23 *Ibid.*

24 Ernesto Che Guevara, « Mensaje a los pueblos del mundo a través de la Tricontinental », *Escritos y discursos*, Editorial de Ciencias Sociales, La Havane, 1985, t. IX, p. 369.

25 « Et Samson tâta les deux colonnes du milieu sur lesquelles reposait l'édifice, il s'arc-bouta contre elles [...] et il s'écria : "Que je périsse avec les Philistins !" Il poussa de toutes ses forces et l'édifice s'écroula sur les princes et sur tout le peuple qui se trouvait là. Ceux qu'il fit périr en mourant furent plus nombreux que ceux qu'il avait fait périr pendant sa vie », Le Livre des juges, *La Bible de Jérusalem*, Cerf, Paris, 1961, p. 267.

26 Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Touchstone, New York-Londres, 1998, p. 41.

27 Norbert Elias, *Über den Prozess der Zivilisation*, traduction française en deux tomes, t. II, *La Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, Paris, 1975, p. 318.

28 K. Marx, *op. cit.*, p. 452.

29 N. Elias, *op. cit.*, t. I, *La Civilisation des mœurs*, Calmann-Lévy, Paris, 1973, p. 281.

30 S. Huntington, *op. cit.*, p. 321.

31 *Ibid.*

32 N. Elias, *op. cit.*, t. II, p. 316-317.

33 Sur les options politiques concrètes débattues au sein de l'administration américaine dans les années quatre-vingt-dix, voir Gilbert Achcar, *La Nouvelle Guerre froide*, PUF, Paris, 1999.

34 « President Bush's Address to Congress on the Persian Gulf Situation », *Washington File*, Tracking Number : 154332, Department of State, Washington, 1990.

35 Thomas Hobbes, *Leviathan*, ch. xx, Penguin, Londres, 1985, p. 252.

36 Nicolas Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, dans *Œuvres complètes*, La Pléiade, Paris, 1974, p. 524.

37 Sur l'unilatéralisme hégémonique américain, voir Gilbert Achcar, « Jeu triangulaire entre Washington, Moscou et Pékin », *Le Monde diplomatique*, décembre 2001.

38 Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponèse*, livre V, ch. LXXXIX, Garnier Flammarion, Paris, 1966, t. II, p. 74.

39 *Ibid.*, p. 74-75.

40 Kenneth F. McKenzie Jr., *The Revenge of the Melians : Asymmetric Threats and the Next QDR*, McNair Paper 62, Institute For National Strategic Studies, National Defense University, Washington, 2000, Introduction, p. X.

Logiques de guerre

Ellen Meiksins Wood

Ex-éditrice de la *Monthly Review*, auteur de nombreux livres, notamment *The Origins of Capitalism*, dont une édition augmentée paraîtra chez Verso au printemps 2002.

Guerre infinie

Lorsque les États-Unis (et la Grande-Bretagne) n'ont pas lancé d'attaque massive sur

l'Afghanistan, immédiatement après les atrocités du 11 septembre, la surprise fut quasi universelle et même teintée parfois de déception. Les gens s'attendaient à un assaut high-tech massif qui aurait épargné les vies américaines aux prix de nombreux « dommages collatéraux ». Cette fois, nous a-t-on dit, les « modérés » de la Maison Blanche l'avaient emporté, temporairement du moins, parce que le maintien de la coalition antiterroriste exigeait une certaine prudence, ou bien parce que l'hiver approchait, ou encore parce que les talibans étaient censés s'effondrer sans combat. Une attaque éventuelle – qui n'avait rien de sûr – serait donc « mesurée » et « proportionnée ». Les optimistes espéraient que Bush avait enfin compris les vertus du multilatéralisme ; les pessimistes craignaient que le pire soit encore à venir. Mais critiques et partisans étaient unis dans un même étonnement devant la tempérence affichée par la seule superpuissance du monde.

Puis les bombardements ont commencé. L'assaut high-tech et les dommages collatéraux ont repris comme avant. À nouveau, certains ont exprimé l'espoir que les frappes seraient minutieusement ciblées et proportionnées, et que la campagne serait de courte durée. En même temps, les États-Unis informaient l'ONU qu'ils se réservaient le droit de choisir d'autres cibles que l'Afghanistan pour d'autres frappes possibles. Au moment où le régime taliban s'écroule, nous supposons que bientôt les États-Unis déclareront que leur mission a été accomplie. Nous semblons pourtant aussi éloignés de la fin de la « guerre contre le terrorisme » que nous l'étions au tout début.

Une guerre sans fin

Immédiatement après les crimes du 11 septembre, le président Bush a annoncé qu'il voulait débarrasser le monde de ses démons. La « guerre contre le terrorisme » s'appelait alors l'opération « Justice infinie ». Un peu plus tard, Tony Blair déclara devant le congrès travailliste que la campagne en cours devait